

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBANSON FABIEN

1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE
84 440 Robion

Références : D-00634-2023
Code AIOT : 0 100 031 167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 de l'établissement exploité par M. BARBANSON FABIEN implanté 1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE 84 440 Robion. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Monsieur Fabien Barbanson exploite une installation classée, implantée sur la parcelle cadastrée N° 85 de la section AB sur la commune de Robion dans le département de Vaucluse. Ces parcelles sont situées 1626 route de L'ISLE SUR SORGUES 84 440 , ROBION. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une plainte parvenue à la DREAL le 29/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBANSON FABIEN
- 1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE 84440 Robion
- Code AIOT : 0 100 031 167
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : exploitation illégale d'une carrière à ciel ouvert.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai(ent) été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autorisation préfectorale	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension	15 jours pour la mise en demeure, dès notification pour la suspension

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs de l'environnement ont constaté l'exploitation illégale d'une carrière sur la parcelle N° 85 section AB de la commune de Robion. Cette installation relève de la rubrique 2510-1 « Exploitation de carrières » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Monsieur Fabien Barbanson ne bénéficie d'aucune autorisation pour cette activité.

L'inspection des Installations Classées propose à madame la Préfète de Vaucluse, en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant afin de régulariser **la situation administrative** de sa carrière, implantée sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB, située sur le territoire de la commune de Robion (84 440), soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation de cette installation, conformément aux dispositions du code de l'environnement et notamment son titre V ;
- en procédant à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état, prévues par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Par ailleurs, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'inspection propose à Madame la Préfète de **suspendre l'activité de cette installation** à compter de la notification de l'arrêté précité et ce, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation préfectorale

Référence réglementaire : article L.512-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Illégaux, Autorisation préfectorale
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier
Constats de la visite du 5 octobre 2023 : À la suite de la réception d'une plainte, l'inspection des installations classées a réalisé une visite inopinée le 5 octobre 2023 sur la parcelle cadastrée n°85 section AB sur la commune de Robion. Cette parcelle, d'une superficie totale de 1,41 ha , appartient actuellement à Monsieur Barbanson Abel Augutin. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence : <ul style="list-style-type: none">- d'une zone d'extraction de matériaux (terre végétale et tout venant) d'une superficie de 960 m² mesurée à l'aide d'un odomètre. La zone en cours d'extraction mesure 48 mètres de long sur 20 mètres de large. Cette zone d'extraction comporte un premier niveau de fronts de taille d'une hauteur de 1,80 mètres, puis sur une surface de 100 m² comporte un second niveau de front de 5 mètres de hauteur. Le volume extrait est donc de 2 228 m³ ;- à côté de la zone d'extraction en cours, il est constaté au sol des morceaux de tuiles, de carrelage, de déchets de plâtre, des tuyaux bétons et autres déchets du BTP divers, un tas de terre avec de la végétation spontanée ainsi qu'une benne blanche vide comportant l'inscription « Barbanson élagage » et des coordonnées téléphoniques ;- la zone d'extraction est entourée de cyprès sur trois côtés. Sur le quatrième côté, il est constaté des caisses, de matériels agricoles et installations couvertes de type algéco. L'endroit est isolé. Monsieur Fabien Barbanson, contacté par téléphone le 05/10/2023, a indiqué à l'inspection des installations classées que : <ul style="list-style-type: none">- il reconnaît être à l'origine des opérations d'extraction et de stockage de déchets du BTP sur la parcelle précitée ;- il ne fait pas commerce des matériaux extraits, qu'il utilise ou prévoit d'utiliser pour ses propres besoins, en lien avec ses activités agricoles (réfection de chemins ou autres) ;- il souhaite poursuivre le remblaiement de la zone avec des déchets inertes du BTP, afin de réaliser un parking pour les engins et équipements liés à son activité professionnelle ;- il dispose d'une installation de broyage / concassage, en réparation le jour de l'inspection, lui permettant de concasser les déchets du BTP présents sur site ;- il n'était pas informé du caractère illégal des activités d'extraction et de remblaiement exercées. Au regard des constatations effectuées le 5 octobre 2023, le site d'extraction de matériaux, situé sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB précitée, constitue une carrière, soumise à autorisation environnementale au titre de la nomenclature des installations classées pour la

protection de l'environnement (rubrique n° 2510-1). Cette installation est exploitée sans l'autorisation requise, par monsieur Fabien Barbanson.

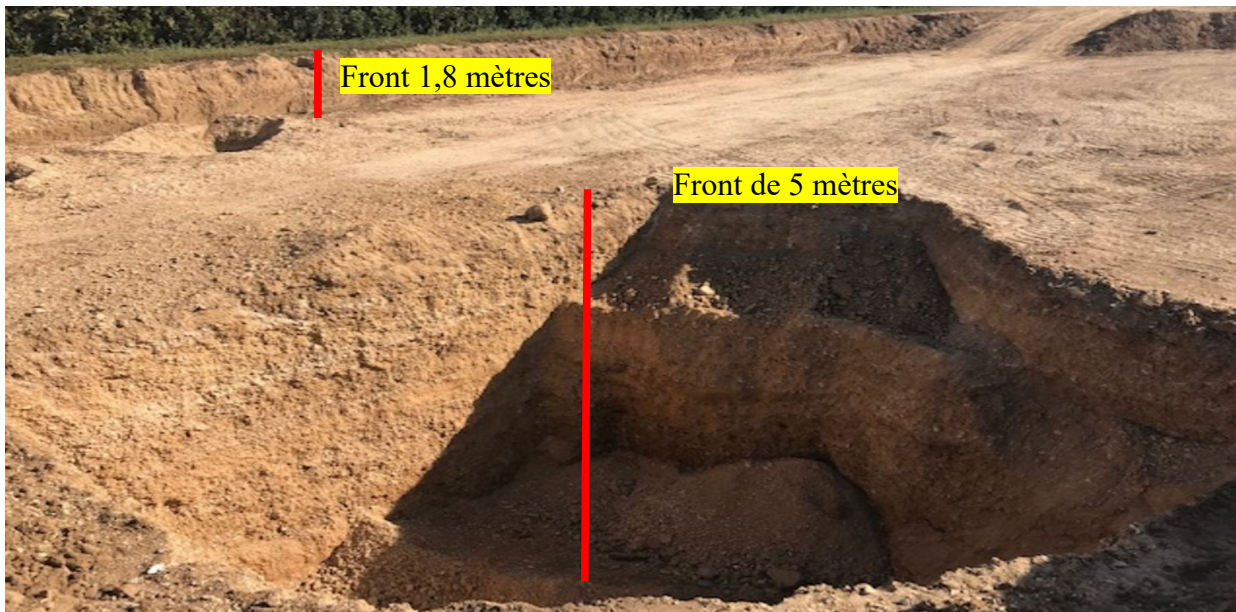
Nota : monsieur Fabien Barbanson exerce également une activité de soutien aux cultures (numéro SIRET 502 633 399 00014).

Cette activité d'extraction de matériaux et l'activité de remblaiement par des déchets du BTP associée peuvent avoir de multiples impacts sur l'environnement, tels que :

- un impact sur les sols et les eaux souterraines de la nappe du Calavon-Coulon située à faible profondeur, lié au risque de pollution par déversement d'hydrocarbures en raison de l'utilisation d'engins de chantier ou en raison du remblaiement de l'excavation par des déchets du BTP dont la qualité n'est pas contrôlée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ;
- un impact sur la stabilité des terrains. En particulier, le caractère « meuble » des matériaux extraits, la présence de fronts d'abatage et l'absence d'étude géotechnique préalable aux opérations d'extraction sont des éléments défavorables vis-à-vis de la prise en compte du risque d'instabilité des terrains ;
- un impact sur la qualité des terrains, qui ont perdu leur vocation agricole en raison, d'une part, de l'enlèvement de la terre végétale de surface et, d'autre part, du remblaiement par des déchets du BTP.

Les photos ci-après prises le 5 octobre 2023, illustrent les constats réalisés le jour de l'inspection. Les zones d'extraction (en blanc) et de stockage (en rouge) sont représentées sur la vue satellite ci-après :



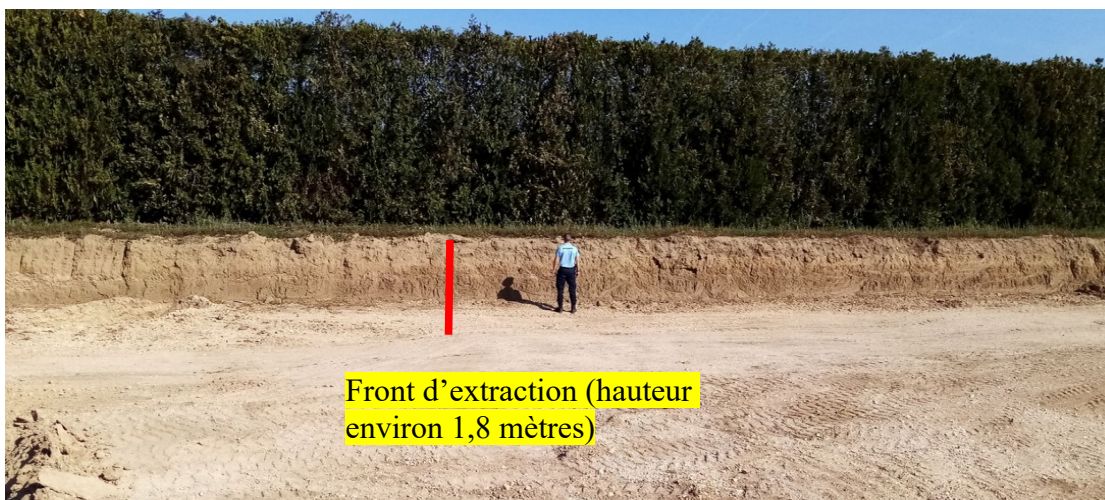




Zone en partie recouverte de
déchets du BTP



Carrelage, tuiles, blocs
béton



Observations :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'inspection propose à madame la Préfète de Vaucluse, de mettre en demeure monsieur Fabien Barbanson de régulariser la situation administrative de sa carrière, implantée sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB, située sur le territoire de la commune de Robion (84 440), soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation de cette installation, conformément aux dispositions du code de l'environnement et notamment son titre V ;
- en procédant à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état, prévues par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Par ailleurs, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'inspection propose à madame la Préfète de Vaucluse de suspendre l'activité de cette installation à compter de la notification de l'arrêté précité et ce, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension d'activité est joint en annexe au présent rapport.

Pour rappel, quelle que soit la voie de régularisation choisie, le projet de l'exploitant devra être compatible avec les documents d'urbanisme. À ce sujet, la carrière illicite exploitée par Monsieur Fabien Barbanson se trouve en zone agricole (A) du Plan Local d'Urbanisme de la commune de

Robion, dont le règlement d'urbanisme actuellement en vigueur (document approuvé 2022) interdit l'exploitation de carrières. Dans ces conditions, une procédure de demande d'autorisation ne saurait aboutir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension
Proposition de délais : 15 jours pour la mise en demeure et à compter de la notification de l'arrêté pour la suspension d'activité